

Les urgences et la crise sanitaire du Covid-19

La France est passée au stade 3 de l'épidémie de Covid-19 obligeant à des mesures strictes de distanciation sociale et de confinement. La précipitation des mesures déclenchées par des annonces successives des établissements de recherche comme des universités a pu déstabiliser les personnels de la recherche et de l'enseignement supérieur. Aujourd'hui la situation est en train de se fixer par le confinement et l'arrêt de toutes les activités non essentielles. Les plans de continuité d'activité se mettent en place, et nous allons tous vivre une période particulière, bouleversante pour nos conditions de vie et nos proches, et cependant indispensable pour l'avenir de tous.

Le SNCS-FSU, comme l'ensemble des organisations syndicales, est intervenu depuis plus de deux semaines dans toutes les instances statutaires (comité technique, CHSCT, CNESER) et lors des rencontres avec les directions des organismes ainsi qu'avec la ministre et son cabinet lors d'une réunion vendredi dernier, pour évoquer les problèmes engendrés par la mise en place des mesures propres à contrer l'épidémie.

La mise en place du télétravail, la garde et le travail scolaire des enfants à domicile, les autorisations spéciales d'absence (ASA), la continuité de l'enseignement à distance perturbent évidemment les activités de recherche des équipes et des laboratoires. Le SNCS-FSU reste vigilant pour accompagner les personnels dans ces situations difficiles et complexes. Il demande à la direction des organismes de recherche comme au gouvernement de résoudre plusieurs difficultés, en particulier de veiller à ce que :

- les rémunérations des personnels précaires (CDD, étudiants stagiaires L et M, doctorants) ne soient pas interrompues ;
- les durées des contrats doctoraux soient prolongées ainsi que les rémunérations ;
- les contrats de recherche sur projet soient également prorogés ;
- toutes les mesures de réorganisation en cours des laboratoires et des services soient suspendues, et que les personnels concernés reçoivent notification de cette suspension ;
- aucune pression ne soit exercée sur les personnels pour les obliger à maintenir des activités à distance, ou prendre des risques inconsidérés pour leur santé et sécurité ;
- que tous les concours de recrutement des chercheurs, ingénieurs et techniciens suspendus soient bien repris à la fin des mesures de confinement, et que tous les postes 2020 soient bien pourvus au titre de 2020 ;
- que toutes les réformes en cours issues de la loi de transformation de la fonction publique et l'élaboration du projet de loi de programmation pluriannuelle de la recherche (LPPR) soient suspendues, comme cela a été annoncé pour la réforme des retraites.

D'autres problèmes surgiront dans les jours à venir. Le SNCS-FSU sera attentif à ce que l'ensemble des décisions à prendre se fasse au bénéfice de la population et des agents de la fonction publique, comme à celui des personnels de la recherche et de l'enseignement supérieur.

La mise en place du télétravail comme de l'enseignement à distance doivent être entendues comme des réponses exceptionnelles à une situation de crise majeure. Le SNCS-FSU veillera à ce que, une fois l'épidémie endiguée, le retour à la normale ne soit pas l'occasion de générer une organisation du travail qui conduirait à réduire les effectifs d'agents, en particulier à ce qu'il ne s'accompagne pas, sous couvert de l'expérience (chèrement) acquise, à une généralisation de télé-enseignement. De nombreuses « boîtes » à profit n'attendent que cela sans se préoccuper de l'intérêt des étudiant·e·s.

En tant que scientifiques, nous sommes interpellés par cette crise sanitaire, qui n'est pas le résultat du hasard. L'émergence d'un nouveau pathogène humain, comme certains précédents aussi bien humains qu'animaux et végétaux, est un résultat de l'anthropisation de la planète, du dérèglement climatique, de l'effondrement de la biodiversité, et de la globalisation du système économique libéral.

La diffusion du SARS-CoV-2 est un signal et un avertissement qui doivent interpeller l'ensemble de la société. Cette crise ne pourra pas se conclure par la reprise des activités humaines sur la planète comme si rien ne s'était passé. La prochaine crise pourrait être bien plus grave. Aussi, le SNCS-FSU adjure-t-il les décideurs politiques d'écouter les scientifiques, non seulement en temps de crise sanitaire mondiale mais en tout temps, et de prendre enfin les mesures urgemment nécessaires et vitales pour contenir la hausse des températures, l'érosion de la biodiversité et par là même l'érosion des ressources écosystémiques dont dépend l'humanité, en investissant massivement dans la recherche, en particulier au service de l'humanité et de tout ce qui permet son existence, et non aux services du profit de certains. C'est comme cela que doit être envisagée la transition écologique et énergétique et pas autrement.

Cette crise interpelle la société, en particulier sur les conditions du vivre ensemble. Elle nous rappelle combien l'oubli de la solidarité et de la nécessité du partage des richesses peut conduire à des catastrophes qui, *in fine*, touchent toute la population quelles que soient les situations sociales. Aujourd'hui, avant d'« inventer de nouvelles solidarités » comme il nous enjoint à le faire, le gouvernement doit commencer par arrêter de détruire les solidarités qui existent en imposant ses orientations et ses projets de réformes : démantèlement des retraites, réduction de l'assurance-chômage, fragilisation des universités, des hôpitaux et de tous les services publics dont les personnels sont toujours en première ligne pour répondre aux besoins de la population dans les conditions de crise.

Après avoir suspendu ses réformes, le gouvernement doit prendre en compte les demandes exprimées dans les mobilisations et les mois de lutte. Et si on commençait en urgence par créer des postes statutaires de personnel de santé et des lits dans les hôpitaux ? Et si, en lieu et place d'un appel d'offre ANR exceptionnel, en cours sur le Covid-19 qui occupe les scientifiques à la rédaction de projets et à leur évaluation plutôt qu'à leurs travaux de recherche, on faisait enfin confiance aux scientifiques et on débloquent les financements indispensables à la recherche de solutions pour endiguer le Covid-19 maintenant et sans conditions ? Investir massivement dans la santé, l'enseignement et la recherche publics est un fondement qu'il faudra bien remettre en avant à l'issue de cette crise sanitaire.

Le SNCS-FSU exhorte que cette crise sanitaire majeure amène le gouvernement à réaliser l'urgence qu'il y a à investir dans la recherche publique sans conditions, ce qui n'est pas la ligne du projet de LPPR toujours en chantier. Ce projet, en prévoyant de développer de nouveaux statuts de contractuels (tenure tracks et CDI de mission), tourne le dos à la nécessité d'explorations scientifiques à long terme et sans *a priori*. Il y a urgence à enfin augmenter le budget de la recherche publique (deux augmentations de 3 milliards d'euros en 2021 et en 2022 pour atteindre 1% du produit intérieur brut), en annonçant dès aujourd'hui 1 milliard d'euros supplémentaire pour la recherche à répartir directement sur les établissements, sans passer par l'ANR et ses appels à projets ciblés.

C'est par une telle mesure que doit commencer le soutien aux laboratoires nécessaires pour affronter le coronavirus actuel et les prochains pathogènes encore inconnus, mais aussi à l'ensemble de la recherche fondamentale indispensable dans tous les domaines scientifiques (biologie, écologie, chimie, sciences humaines et sociales, physique, mathématiques, informatique ...). Investir dans la recherche publique est la seule réponse concevable pour mieux comprendre, anticiper et prévenir des crises sanitaires (pathogènes, contaminants chimiques, antibiorésistance ...), climatiques, environnementales et sociétales de demain.

Ce nouvel élan ne peut évidemment reposer que sur des personnels titulaires recrutés en nombre suffisant et avec les moyens de travailler. Il y a urgence à stabiliser les personnels précaires de la recherche sans qui la science serait en grande difficulté, en créant les emplois statutaires nécessaires. Le gouvernement s'appuie en ces temps difficiles sur les recommandations formulées par des scientifiques pour répondre aux questions liées à la crise sanitaire. On peut se demander dans quelle mesure ces recommandations ont été suivies avec réactivité mais cela révèle en tout cas la nécessité de soutenir la recherche et celles et ceux qui la mènent pour la survie de l'humanité, et de les écouter réellement.

A distance, le SNCS-FSU reste mobilisé et soutient tous les personnels de la recherche et de l'enseignement supérieur. Il veillera à la continuité de l'expression démocratique malgré les restrictions de mouvement. Vous pouvez compter sur lui et le contacter pour toutes questions auxquelles vous êtes confrontés (snacs@cns.fr).